



EN TOUTE VÉRITÉ

Injure, Manip' et Intox

L'héritage des 46 ans d'existence

de l'Udps «aile familiale»



Barnabé Kikaya Bin Karubi - Ambassadeur

14 avril 2025

Tous les Congolais impliqués dans le deal ayant fait de Félix Tshisekedi chef de l'État sont soit décédés, soit forcés à l'exil, soit gardés à Kinshasa mais réduits au silence...

Toute Congolaise ou tout Congolais qui dénonce quoi que ce soit dans la gouvernance de Félix Tshisekedi est d'office qualifié «*pro-Rwanda*» alors que **le chef de l'État est la cause première de l'agression actuelle !**

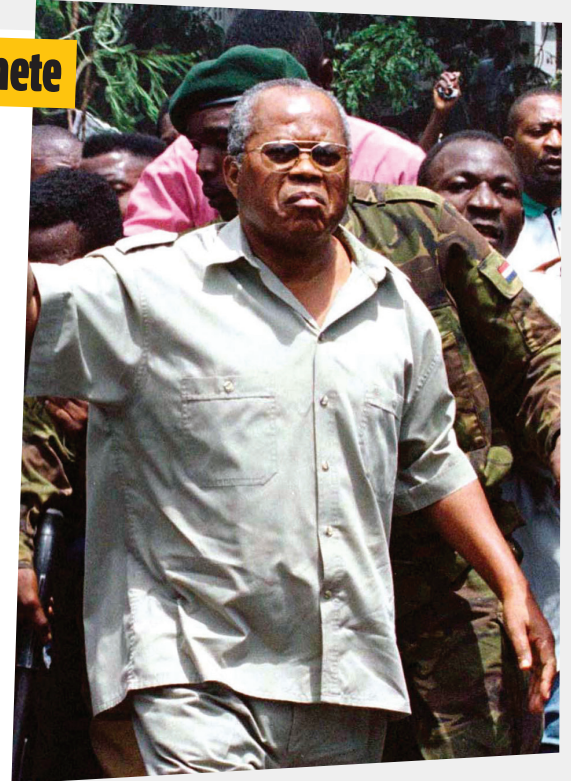
L'Udps s'échine aujourd'hui à faire oublier à l'opinion les agressions **rwando-burundo-ougandaises** qu'il soutenait pourtant ouvertement par le passé. Il veut dégager sa responsabilité de l'agression actuelle. Heureusement que le dicton «**Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose**» le rattrape !

Malmenés par la redoutable machine à broyer de Limete

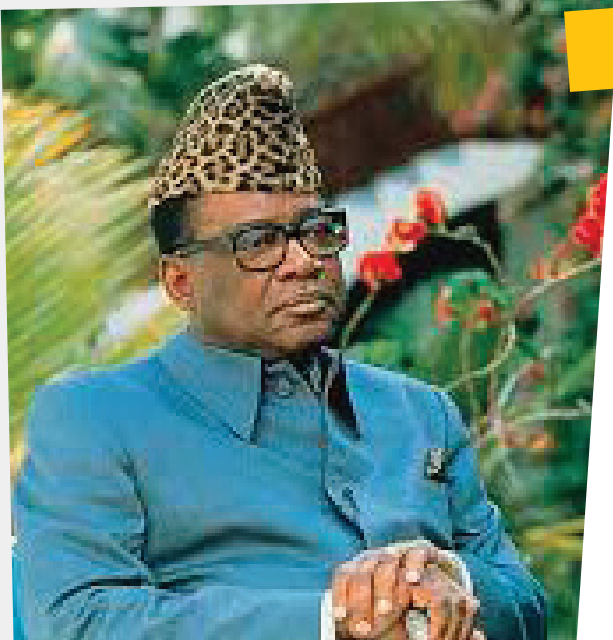
«**Monstre, dictateur, assassin, bandit, voleur, tribaliste, terroriste, étranger, adultérin, vaurien, fils ou fille de pute, voleur, assassin, pantin, coquille vide, etc.**» : la terminologie politique de l'Udps depuis sa création en 1982 à ce jour (avril 2025) n'est que diabolisation tous azimuts pour disqualifier toute personne, physique ou morale, congolaise ou étrangère qui, pour une raison ou pour une autre, s'oppose aux Tshisekedi père hier (Étienne), fils aujourd'hui (Félix)».

De Mobutu (particulièrement à partir de la libéralisation politique proclamée le 24 avril 1990) à Corneille Naanga maintenant, tous les acteurs politiques et sociaux ayant, à un moment ou à un autre, côtoyé les prédécesseurs de Félix Tshisekedi ou remis en cause le leadership «**familial**», ont été malmenés par la redoutable machine à broyer de Limete.

La liste qui suit est juste énumérative.



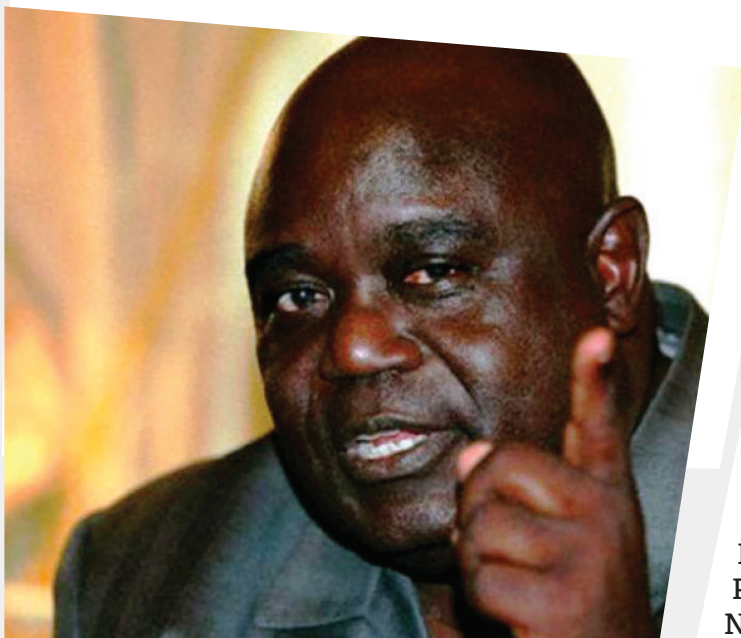
Sous Mobutu



Peuvent être cités : Léon Kengo, Frédéric Kibassa, Antoine Gizenga, Cléophas Kamitatu, Bernardin Mungul Diaka, Jean Nguz, Faustin Birindwa, Marcel Lihau, Crispin Mulumba Lukoji, Joseph Ileo, Honoré Ngbanda, Jeannot Bemba, Joseph Diangienda, Joseph Ngalula, Jonas Mukamba, Jean Bokeleale, Pierre Marini Bodho, Gérard Kamanda, Frédéric Etsou, Laurent Monsengwo, Antoine Mandungu Bula Nyati, Vincent de Paul Lunda Bululu, Catherine Nzuzi wa Mbombo, Christophe Mbose, Raphaël Kithima, Évariste Mabi Mulumba, Alexis Thambwe Mwamba, Lambert Mende, Joseph Nsinga, Honoré Ngbanda, Augustin Kisombe, Gabriel Kyungu, etc. !

Sous Laurent D. Kabila

La liste énumérative comprend : Abdoulaye Yerodia Ndombasi, Pierre Victor Mboyo, Augustin Katumba Mwanke, Georges Buse Falay, Jeannot Mwenze Kongolo, Théophile Mbemba, Léonard She Okitundu, Barnabé Kikaya, Jean-Charles Okoto, Vital Kamehre, Philomène Omatuku, Mawampanga, Juliana Lumumba, Raphaël Ghenda, Babi Mbayi, Agathe Mulimbi, Henri Mova, Didier Mumengi...



Sous Joseph Kabila

Sont concernés:

Evariste Boshab, Augustin Katumba, Vital Kamehre, Jean-Pierre Bemba, Azarias Ruberwa, Jeannette Mabunda, Barnabé Kikaya, Augustin Matata Ponyo, Moïse Katumbi, Antoine Gizenga, Adolphe Muzito, Olivier Kamitatu, Adolphe Lumanu, Aubin Minaku, abbé Apollinaire Malu-Malu, Emmanuel Shadary, Modeste Bahati, Félix Momat, Alex Kande, Antoine Ghonda, Kalev Mutond, Alphonse Ngoyi Kasanji, Bruno Tshibala, Marcellin Cishambo, Henri Mova, Carole Agito, Samy Badibanga, Hubert Kabasubabo, André Kimbuta, Joseph Kabila, Jean-Lucien Bussa, Jean-Pierre Daruwezi, Guy Loando, Pius Mwabilu, Gentiny Ngobila, Julien Paluku, José N'Sele, Deogratias Mutombo, Daniel Ngoyi Mulunda, Denis Mukwege, Fridolin Ambongo, Donatien Nshole, Sony Kafuta, Martin Fayulu, Jacques Ndjoli, Fulgence Muteba, Nicolas Djomo, Marcel Utembi, Corneille Naanga, Richard Muwej, etc.

Sous Felix Tshisekedi

Sont également diabolisés par la même machine à broyer des fils-maison à l'instar de Jean-Marc Kabund wa Kabund, Dr Oly Ilunga, Augustin Kabuya, Déogratias Bizibu, Eteni Longondo, Albert Moleka, etc. Il suffit de suivre le fameux «Dinosaure» qui se réclame communicateur du chef de l'État.

C'est le seul parti au pays où même la famille biologique (mère et patrie) et la famille nucléaire (épouse, enfants et petits-enfants) de Félix Tshisekedi voient leurs vie privée étalée sur la place publique.

Ne sont pas repris sous ces 4 chefs d'État les responsables de l'armée et de la police. Ceci pour les nationaux.



Et la communauté internationale ?

Du sénégalais Abdoulaye Wade en 1991 à l'américain Ronny Jackson en 2025, tous les étrangers qui se sont rapprochés du dossier Zaïre/Congo ont subi des humiliations de la part de l'Udps. Parmi les Africains : les angolais Edouardo Dos Santos hier et Joao Lourenço maintenant, le congo-brazzavillois Denis Sassou N'Gusso, les sud-africains Thabo Mbeki, Jacob Zuma et Nkosazana Dlamini-Zuma, les tanzaniens Benjamin Mkapa, Jakaya Kikwete et John Magufuli, les zimbabwéens Robert Mugabe hier et Emmerson Mnangagwa aujourd'hui, le kenyan William Ruto, le rwandais Paul Kagame, l'ougandais Yowerie Museveni, les togolais Edem Kodjo et Gilbert Gbawara, le sénégalais Moustapha Niasse, les algériens Lakhdar Brahimi et Leila Zerrougui, le botswanais Ket Masire, l'égyptien El Sisi, etc.

Parmi les Occidentaux : les américains des administrations Bush, Obama, Trump 1 et Biden,

Herman Cohen, etc., les belges Louis et Charles Michel, les français Nicolas Sarkozy, Emmanuel Macron, Jean Yves Le Drian, etc.

D'ailleurs, par deux fois en 2023 et 2025, des manifestations violentes ont visé les ambassades des États-Unis, de la Belgique, de la France et de la Grande Bretagne à Kinshasa, en plus des installations de la Monusco. Même la Chine n'est pas épargnée par les communicateurs du parti présidentiel.

Autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, l'Udps n'aura eu à l'égard des partenaires que l'attitude de mépris, comme pour se faire haïr de tout le monde et gagner en victimisation.

A l'évidence, il ne s'est jamais préparé à la gestion du Pouvoir d'État. D'où son stratagème de se désengager de toute responsabilité dans quoi que ce soit.

On sort vite des «cadavres laissés dans les tiroirs»

Normalement, après toutes les promesses des fleurs du printemps de l'Udps survenu après les élections de 2018, ce parti devrait permettre aux Congolais de goûter aux fruits annoncés: Bonne Gouvernance impliquant l'État de droit, les Droits de l'homme, la Démocratie, le Développement et la justice distributive.

Paradoxalement, on assiste à l'inverse.

Quand il y a violation des droits de l'homme, on sort vite une image pour rappeler que les régimes précédents en ont fait autant !

Quand on déplore des faits avérés de détournement des deniers publics ou de corruption.

Quand on stigmatise les embouteillages monstres, les «**montagnes d'immondices**» ou les inondations qui «**empoisonnent**» la vie des Kinois, on brandit les images de New York, de Luanda ou de Beijing.

On oublie le fondement de leur propagande politique : le changement.

Bref, la repartie adoptée est de faire oublier aux Congolais toutes les thèses, toutes les théories promues pendant les 37 ans d'opposition.

Interdit de chercher ailleurs la cause de l'agression

C'est surtout la gestion de l'agression rwandaise qui traduit le summum du mensonge, de la manip' et de l'Intox sur fond de la désinformation.

L'Udps - qui n'a jamais condamné les agressions antérieures (au contraire, il le soutenait avec grand battage médiatique au vu et au su de tout le monde) - produit un narratif discriminatoire consistant à assimiler toute critique de la mauvaise gouvernance des institutions du pays par Félix Tshisekedi au jeu du Rwanda !

Ce parti est en train d'ériger un mur translucide de séparation entre, d'un côté, le camp de la Patrie et, de l'autre, le camp de l'Anti-Patrie.

Pire, les médias congolais trouvent dans tout ce que le second camp dénonce le «**poison rwandais**», terme inoculé par le premier et le seul ministre congolais à se photographier en selfie avec Paul Kagame.

Il est quasiment interdit aujourd'hui aux Congolais de chercher ailleurs la cause de l'agression si ce n'est dans l'acceptation de ce narratif.

Pourtant, les faits prouvent à suffisance que c'est bien lui, Félix Tshisekedi (et pas un autre),

qui a approché le premier le M23 en juillet 2019, avant de s'en débarrasser en octobre 2021. D'ailleurs, il a été d'une maladresse incroyable lorsqu'il a tenté de justifier le flop du séjour de la délégation de ce groupe armé à Kinshasa pendant 14 mois. Il s'est empressé de le qualifier de groupe terroriste.

Insolite : toutes les forces politico-sociales qu'il a embarquées dans sa croisade, médias compris, ont adopté ce qualificatif qui ne correspond pourtant à aucun des critères universellement établis quant à ce. La preuve est que dans aucun document officiel contresigné jusque-là par les représentants du Gouvernement dans le cadre des Processus de Nairobi, de Luanda et de Doha le M23 n'est présenté en groupe terroriste. Aucun.

S'agissant de Corneille Naanga, coordonnateur de l'AFC, Félix Tshisekedi sait qu'il n'a pas réglé en homme d'État le contentieux apparu entre son Gouvernement et l'intéressé en tant qu'opérateur économique privé.

S'il y a alors terrorisme, c'est plutôt son Gouvernement, sous son autorité, qui l'a pratiqué à l'égard d'un de ses citoyens.

On ne garde pas un bien mal acquis

Aujourd'hui, la préoccupation des Congolais est de savoir quel mal Joseph Kabila et Corneille Naanga ont fait à l'Udps et à ses combattants en favorisant l'accession de Félix Tshisekedi à la tête du pays.

S'ils ont eu tort de lui avoir permis d'exercer la fonction présidentielle, rien ne l'oblige de garder un bien mal acquis !

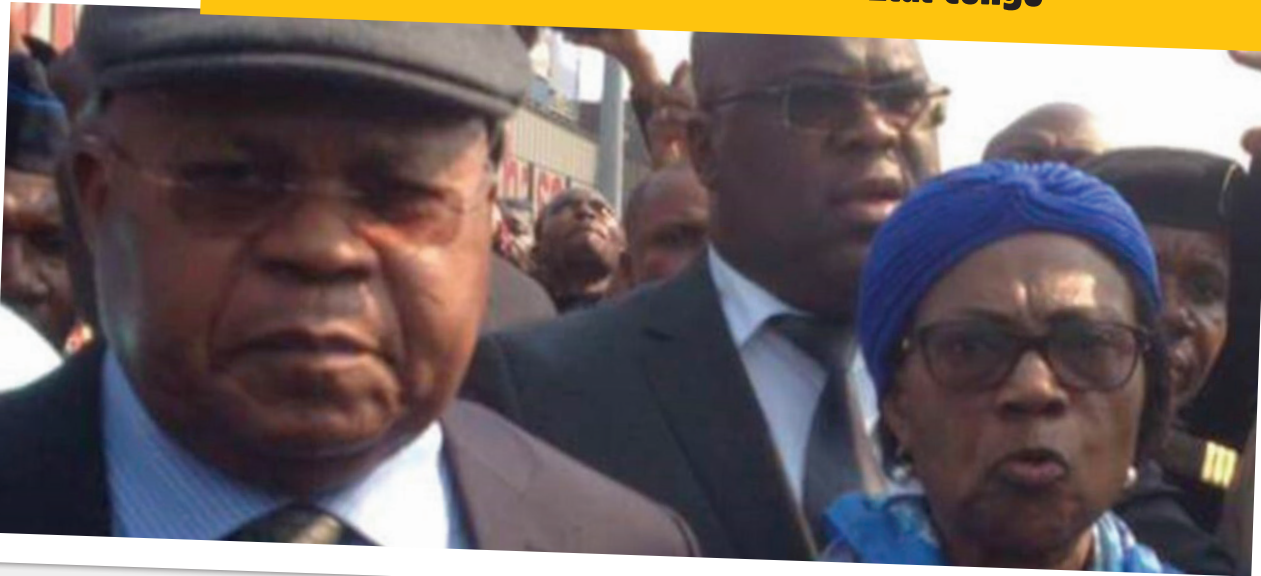
S'il y était conséquent avec soi, il devrait rendre le tablier à l'Etat congolais. La Constitution prévoit les mécanismes de la restitution (démission).

Entre-temps, dans cette affaire devenue «bien mal acquis», les observateurs avertis

font le constat suivant : tous ceux des Congolais à s'être impliqués dans ce deal signé à Kingakati le 8 janvier 2019 ont eu ou ont maille à partir avec Félix Tshisekedi. Outre Joseph Kabila et Corneille Naanga, il y a Ronsard Malonda de la Ceni, Vital Kamehre et Jean-Marc Kabund de la plateforme CACH, feu Benoît Lwamba de la Cour constitutionnelle. Pour les témoins militaires, il y a les généraux Delphin Kayimbi (suicidé), John Numbi (exilé), Jean-Claude Yav (en prison), Gabriel Amisi (gardé en fonction mais sous surveillance accrue) et Célestin Mbala (mis à la retraite et placé aussi sous surveillance accrue).

Troublante coïncidence !

Les vrais «terroristes» de l'Etat Congo



La machine à broyer ou à diaboliser qui fonctionne depuis 43 ans (1982-2025) aura de la peine pour les 3 ans à venir à se muer en machine à sanctifier.

Quatre ans après la création de l'Union Sacrée de la Nation avec les transfuges du FCC, le pilotage assuré par l'Udps ne garantit plus l'arrivée à bon port (décembre 2028) à ceux qui ont cru se mettre du bon côté de l'histoire.

Tous apprennent à leurs dépens que les Tshisekedi (père et fils) n'ont été que de beaux parleurs et non de bons leaders, encore moins d'excellents managers. Tout ce qu'ils ont réussi à faire, c'est d'infliger des dégâts à l'opposition pendant 37 ans et au pouvoir depuis 6 ans !

En toute vérité, ils se seront révélés les vrais «terroristes» de l'Etat Congo...



@KikayaBinKarubi

kikayabinkarubi.net